

Blanquefort: Le plan social lancé par Ford après le feu vert de l'administration

EMPLOI L'usine, implantée en 1972, embauchait 850 salariés

20 Minutes avec AFP

Publié le 05/03/19 à 02h43 — Mis à jour le 05/03/19 à 03h41



Le site de l'entreprise Ford à Blanquefort. — *Nicolas Tucac / AFP*

Cette fois, c'est officiel. Le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), qui [scelle la fermeture de l'usine Ford de Blanquefort](#), site industriel emblématique de Gironde aux 850 salariés, est désormais ouvert à partir de ce mardi. Dans un communiqué, Ford-France a annoncé dans la nuit de lundi à mardi l'acceptation par la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) du PSE à l'échéance de lundi minuit. Le constructeur a salué une « étape importante franchie », qui permet de « lever une partie des incertitudes qui pesaient sur nos employés quant à leur avenir ». Concrètement, et même si plusieurs centaines de rendez-vous ont déjà eu lieu pour des salariés de Ford-Blanquefort avec un cabinet de ressources humaines en vue de leur reclassement, ou de déterminer leur éligibilité aux préretraites, le feu vert de l'administration devrait voir ce processus s'accélérer, désormais officiellement.

400 à 500 salariés licenciés

Aux termes du PSE, dont une première mouture avait été retoquée fin janvier, entre 300 et 400 salariés selon des sources syndicales pourraient être éligibles à la pré-retraite, dans une usine à la moyenne d'âge de 51 ans, quelques dizaines d'autres reclassés dans l'usine voisine GTF, co-détenue par Ford et le canadien Magna.

Le reste, environ 400 à 500 salariés, devraient être licenciés avec, selon les syndicats, 2 à 3 ans couverts entre accompagnement du reclassement, et chômage. Mais pour ceux d'entre eux les moins reclassables et encore loin de la retraite, « le risque de la précarité » est au bout de ce délai, selon la CGT.

Le PSE, selon des sources proches du dossier, porterait sur une moyenne de 190.000 euros par salarié. Un chiffre contesté par les syndicats, pour lesquels ce « budget » moyen par salarié masque en outre de fortes disparités de situation.

Usine implantée en 1972

La production de boîtes de vitesse, qui tourne depuis des mois au ralenti, devrait cesser fin août prochain aux termes du PSE, selon les syndicats. Selon des sources syndicales, une part croissante du personnel de Blanquefort, quoique ulcérée par le désengagement de Ford, avait peu à peu basculé en faveur du PSE, à la fois sur la base de conditions jugées plutôt correctes pour le secteur (métallurgie), et par lassitude des faux espoirs soulevés par l'offre de reprise du Strasbourgeois Punch-Powerglide, deux fois rejetée par Ford.

Ford avait annoncé en février 2018 son intention de se désengager de Blanquefort, usine de boîtes de vitesses implantée en 1972 aux portes de Bordeaux, qui a employé jusqu'à 3.600 salariés. Mais la fermeture devrait impacter l'emploi girondin plus largement, en raison, selon les syndicats, de quelque 2.000 emplois induits.

Une « réindustrialisation » incertaine

Ces derniers jours, le président Emmanuel Macron, dénonçant le « cynisme » de Ford, a assuré que l'Etat allait « forcer l'entreprise à revitaliser » le site et « donc à investir pour sa conversion industrielle ». Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a annoncé avoir demandé 20 millions d'euros EUR à Ford pour « réindustrialiser » le site.

Simple « postures combatives » pour faire oublier un Etat « impuissant » depuis un an à faire plier Ford, a dénoncé Philippe Poutou, délégué CGT de Ford-Blanquefort. Pour lui, le seul moyen de « rendre crédible l'hypothèse d'une ré-industrialisation » est pour l'Etat de « prendre le contrôle de l'usine, réquisitionner le parc machines ».